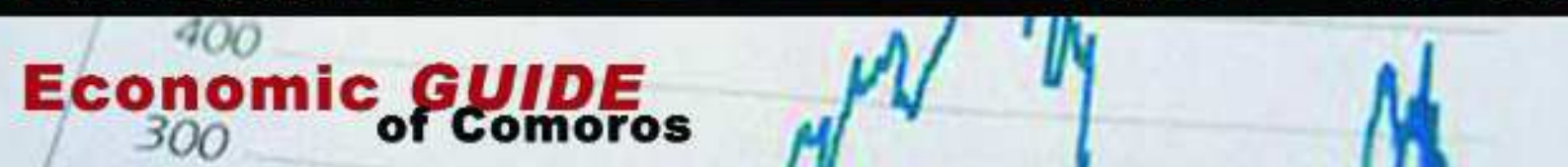




GUIDE économique des Comores



Sommaire/Summary



Union des Comores

Union des Comores... Généralités ... p.3

- Présentation
- Données générales
- Des données Macro-Economiques

La coopération régionale p.5

- La Commission de l'Océan Indien
- Le marché commun de l'Afrique de l'est et Australe (COMESA)
- Importance du secteur agro-alimentaire

Données sectorielles p.5-7

- Opportunités du secteur agro-alimentaire
- Le Tourisme
- Secteur de service

Promotion des investissements p.9-11-13

- Les échanges extérieurs
- Investir aux Comores
- Système financier
- L'entrée aux comores et le séjour des étrangers
- Système foncier
- Main d'oeuvre et lois sociales
- Système douanier
- Droit des sociétés
- La garantie des investissements
- La fiscalité

Partenariats et institutions p.15-17

- Les bailleurs de fonds
- Institutions

Coûts des facteurs p.17-19

- Transports
- Structure tarifaire
- Impositions
- Taux d'intérêts
- Loyers
- Tarifs hôteliers
- Main d'oeuvre
- Electricité
- Eau
- Produits pétroliers
- Télécommunication
- Taux de change (moyenne)

Union of Comoros

General points p.4

- Format
- General datas
- Macro-economic datas

Regional cooperation p.6

- The indian ocean commission
- The common market for eastern and southern africa (COMESA)

Sectoral datas p.6

- Tourism
- Service sector

The promotion of investments p.10-12-14

- Tourism
- Service sector
- Financial system
- Entry and stay in the comoros
- Land allocation system
- Labour and social laws
- Customs system
- Companies rights
- Investments guarantee
- Tax system

Partnerships and institutions p.16

- Donors
- Institutions

Factors costs p.18-20

- Transports
- Tariff structures
- Taxations
- Interests Rates
- Rent
- Hotel Fares
- Labour
- Electricity
- Water
- Oil products
- Télécommunications
- Exchange rates (average)



Unité - Solidarité - Développement

.....

Mot du vice-président de L'Union des Comores chargé de l'économie des finances

Ce document se veut un outil essentiel pour véhiculer les informations économiques et sociales pour tous ceux qui s'intéressent à l'investissement aux Comores.

Les Comores ayant retrouvé la stabilité à travers un processus de réconciliation nationale qui est en cours de consolidation, adoptent des politiques économiques et financières rigoureuses et mettent en place des mécanismes visant à améliorer le climat global des affaires.

Ainsi, nous nous employons à contribuer à l'établissement d'un cadre juridique fiable qui permette aux opérateurs économiques de prendre des risques calculés. Dans ce cadre l'intégration économique régionale apparaît comme un objectif prioritaire qui devrait permettre aux opérateurs économiques un marché plus vaste qui seul peut améliorer la rentabilité des investissements dans un contexte de globalisation.

Nous sommes conscients que beaucoup reste à faire c'est pourquoi nous poursuivons et amplifions nos actions pour améliorer les conditions de fourniture de l'énergie, encourager toute initiative visant à stimuler les investissements et favoriser les transferts des connaissances et des technologies.

Je souhaite que ce guide suscite un grand intérêt et ouvre d'heureuses perspectives pour notre cher pays.

Unity - Solidarity - Development

.....

Note by the vice president of the Union of the Comoros in charge of finance

This document is an essential tool aiming at providing economic and social information to those who are interested in investing in the Comoros.

The Comoros, which is consolidating its stability restored through a process for national reconciliation, has adopted strict economic and financial policies and is setting-up mechanisms aiming at improving the business global climate.

To this end, we are spending our time on contributing to the setting-up of a legal framework which will enable economic operators to take less risks. In this context, the regional economic integration seems to be the priority which will enable economic operators to have access to a larger market which, alone, can increase the profitability of investments in a global context.

We are aware of the fact that much work is still to be done. For this reason we continue increasing our actions in view of improving the conditions of supply of energy, encouraging any initiative which will stimulate investments, and favour the transfers of knowledges and technologies.

I hope that this guide will arise a lot of interests and bring happy opportunities to our country.

CAABI ELYACHROUTU Mohamed

*Vice-Présidence, chargée des Finances, Budget,
De l'Économie, du Commerce extérieur, des
Investissements et des Privatisations*

Union des Comores... Généralités



Présentation

L'Archipel des Comores composé de 4 îles de l'Océan Indien, se situe dans le canal de Mozambique entre le côté Est africain et le Nord de Madagascar. Ces îles sont : Grande Comores, Anjouan, Mohéli, Mayotte (encore sous administration française). Ancienne colonie française, les Comores sont devenues indépendantes depuis le 6 juillet 1975.

Données générales

- **Ville principales :** Moroni (Grande Comores) - Mutsamudu (Anjouan) - Fomboni (Mohéli) Dzaoudzi (Mayotte).
- **Capitale :** Moroni
- **Superficie :** 2236 km² répartie entre la Grande Comores (1148 km²), Anjouan (424 km²), Mohéli (290 km²) et Mayotte (374 km²).
- **Population :** 652 000 habitants (selon les dernières estimations). Grande Comores (44%), Anjouan (36,4%), Mohéli (4,7%), et Mayotte (14,4%)
- **Constitution :** 23/12/01 instituant un Gouvernement fédéral et des gouvernements autonomes au niveau de chaque île.
- **Pour chaque île autonome :** un gouvernement gère les affaires internes.
- **Densité :** 292 habitants/km²
- **Monnaie nationale :** Le franc comorien (0,15 Euro = 75 Kmf)
- **Climat :** Le climat de l'archipel des Comores est de type tropical humide avec :
 - Une saison chaude et humide de novembre à mai
 - Une saison fraîche et sèche de juin à octobre
 - La température moyenne annuelle est de 25°C
- **La végétation des îles :** Elle se répartit comme suit :
 - Une forêt dense de type tropical humide en altitude.
 - Des régimes de bananiers sous bois et cocotiers dans toutes les régions côtières.
- **Langue :** Les langues officielles sont le comorien, le français et l'arabe. La langue comorienne est dérivée de l'arabe et du swahili parlé en Afrique orientale.

Des données Macro-Economiques

- **PIB (au prix constant de 2001) :** 121 003 millions DE FRANCS COMORIENS.
- **Taux de croissance du PIB (en %) :** +2,1% en 2001 et 3% en 2002
 - **Secteur primaire en pourcentage :** 40,9%
 - **Secteur secondaire en pourcentage :** 11,9%
 - **Secteur tertiaire en pourcentage :** 47,1%
- **Investissement brut en % du PIB :** 18%

Union of Comoros... General points



Format

The Comoros archipelago consists of 4 islands located in the Indian Ocean, in the Mozambique Channel between the East of Africa and the North of Madagascar. These islands are: Grand Comoro, Anjouan, Moheli and Mayotte (which is still under French authority). The Comoros, a former French colony became independent on July 6th, 1975.

General datas

- **The main cities of the Comoros are the followings:** Moroni (in Grand Comoro), Mutsamudu (in Anjouan), Fomboni (in Moheli) and Dzaoudzi (in Mayotte).
- **Capital of the Comoros is:** Moroni
- **Area:** 2236 square kilometres divided as follows: Grand Comoro: 1148 square kilometres - Anjouan: 424 square kilometres - Moheli: 290 square kilometres - Mayotte: 374 square kilometres.
- **The population:** 652.000 inhabitants divided as follows: Grand Comoro (44%), Anjouan (36%), Moheli (4,7%) and Mayotte (14,4%).
- **A Government runs** the domestic affairs of each Autonomous Island.
- **Density:** 292 inhabitants per square kilometre
- **Currency:** the comorian franc (Kmf): 1FF = 75 Kmf = 0,15euros
- **Climate:** the climate of the Archipelago is humid and tropical with:
 - a humid and hot season from November till May
 - a dry and fresh season from June to October
 - the average annual temperature is 25°C
- **The island vegetation is as follows:**
 - a humid and tropical thick forest at high altitude
 - bananas stems and coconut trees in all the coastal areas
- **Languages:** The Comorian language, Arabic and French are the official languages. The comorian language is derived from Arabic and Swahili which spoken in East Africa.

Macro-economic datas

- **GDP (steady prices in 2001):** 121.003 millions comorian francs
- **GDP growth rate (in percentage):** +2.1% in 2001 and 3% in 2002.
 - **Primary sector:** 40.9 %
 - **Secondary sector:** 11.9%
 - **Tertiary sector:** 47.1%

La coopération régionale

Données sectorielles



Les Comores ont amorcé depuis 1982 un processus d'intégration économique régionale avec les pays de l'Afrique de l'Est, de l'Australe et de l'Océan Indien. A ce jour les Comores ont adhéré à 3 groupements sous régionaux qui concourent à favoriser la création d'un environnement économique, financier et juridique harmonisé des pays concernés à faire valoir nos potentialités communes sur les marchés mondiaux.

La Commission de l'Océan Indien

Les Comores ont adhéré en 1986 la commission de l'Océan Indien (COI) qui regroupe cinq pays de la sous

- région (Madagascar, île Maurice, Réunion, les Seychelles et les Comores) dans un accord de coopération régionale.

Les Comores ont participé au programme régional de développement des échanges (PRIDE) et a pris part à toutes les manifestations organisées à cet effet, à savoir les salons professionnels et les Foires organisés dans la région.

- Un service de norme et qualité est crée au Ministre de l'industrie sous l'appui du projet PRIDE, mais n'est pas encore fonctionnel.
- Les Comores ont participé au programme régional de l'environnement et de développement du tourisme.

Le marché commun de l'Afrique de l'est et Australe (COMESA)

■ Les Comores ont contribué à l'instauration du marché commun de l'Afrique de l'Est et Austral (COMESA) qui a relayé l'entité initiale Zone d'Echange Préférentiels (ZEP) et a signé le traité en 1994.

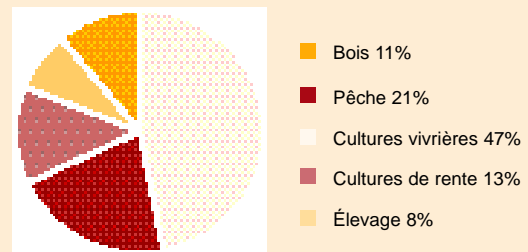
■ Ils ont souscrits à tous les programmes du COMESA relatifs à l'harmonisation des politiques monétaires tels que l'établissement d'un système de paiement et de règlement COMESA - Compass qui permettra la réduction des coûts des transactions commerciales et des risques inhérents à la convertibilité des monnaies, la création d'un bureau SWIFT pour les transactions sûres et instantanées et le projet de facilitation du commerce régional (PFCR).

■ Les Comores Participent au Forum pour la facilitation de l'Intégration Régionale dont l'objectif est la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux en Afrique de l'Est de l'Australe et dans l'Océan Indien.

Importance du secteur agro-alimentaire

La contribution de l'agriculture à l'économie comorienne est significative en terme de formation du PIB, d'emplois, de satisfaction des besoins alimentaires de base et de recettes d'exportation. Elle génère environ 40% du PIB, 80% des emplois et près de 90% des recettes budgétaires.

- Les cultures vivrières contribuent pour environ 47% de la valeur ajoutée du secteur agricole au sens large.
- On estime la contribution de la pêche à 21%
- Les cultures de rente à 13%
- et l'élevage à 8%.



Le transport inter-îles dispose actuellement de 23 bateaux d'une capacité moyenne de 25 tonnes.

Opportunités du secteur agro-alimentaire

Les principales opportunités sont les suivantes :

- Le climat est tropical humide et fortement influencé par le relief et son insularité. La pluviométrie varie entre 1600 et 2700 mm par an. Les précipitations sont réparties sur toute l'année.
- Les écarts de prix des produits agricoles entre les îles sont de nature à favoriser les échanges et la spécialisation. Sans entrave au commerce, cette situation devrait bénéficier aux consommateurs.
- Le pays dispose d'une stratégie agricole opérationnelle.
- On dénombre entre 40 000 et 50 000 exploitations agricoles réparties à raison de 60% en Ngazidja, 35% à Ndzuwani et 5% à Mwali.

■ Le cas des cultures de rente

Les cultures de rente (vanille, ylang-ylang et girofle) génèrent environ 98 % de la valeur des exportations comoriennes. La production des cultures de rente fluctue de manière importante d'une année à l'autre en raison des techniques de production et des cours mondiaux. Cela a des répercussions importantes sur les recettes d'exportation, la balance commerciale et les revenus des producteurs.

Regional cooperation

Sectoral datas



The Comoros has initiated a process for regional economic integration since 1986, with the countries of East and Southern Africa and the Indian Ocean. To date, the Comoros is a member of three sub-regional groupings working towards establishing a harmonised legal, financial and economic environment within the involved countries, in view of promoting our potentials on the global markets.

The indian ocean commission

The Comoros became member of the Indian Ocean Commission (IOC) in 1986, a commission uniting five countries from the sub-region: Madagascar, Mauritius, Reunion, Seychelles, Comoros, through a regional cooperation agreement.

The Comoros took part in the regional programme on the development of exchanges (PRIDE) and took also part in all the festivities organised for this end, namely professional shows and fairs organised in the region.

- A standard and quality service was set up in the Ministry of Industry with the support of the project PRIDE.
- The Comoros took part in the regional programme on the Environment and for the development of Tourism.

The common market for eastern and southern africa

■ The Comoros has contributed to the setting-up of the Common Market for Eastern and Southern Africa, COMESA, which has taken over the initial entity, the Preferential Exchange Zone (ZEP). The country also signed the COMESA Treaty in 1994.

■ The country subscribed to all the COMESA programmes pertaining to the harmonisation of monetary policies, such as the setting-up of a payment and settling COMESA system, which will favour the reduction of trade transaction costs and the risks inherent to the convertibility, the creation of a SWIFT office for safe transactions and the project for the facilitation of regional commerce (PFCR).

■ The Comoros took part in the forum for the facilitation of Regional Integration in favour of the free movement of goods, people and money, in East and Southern Africa and in the Indian Ocean.

Importance of the agri business sector

The contribution of the agriculture in the economy of the Comoros is significant in terms of the formation of the GDP, employment and satisfaction of the basic needs for food, exports and revenues. It provides about 4% of the GDP, 80% of the employment and close to 90% of the revenues.

- Alimentation farming constitutes about 47% of the total value of the agricultural sector.
- Fishing constitutes about 21%
- Commercial farming 13%
- Breeding 8%
- Inter island transportation is provided by 23 medium sized boats with a 25 ton capacity.

Opportunities in the agri business

The principal opportunities are as follow:

- The climate is tropical and humid, influenced mainly by the altitude and the ocean. The amount of rain varies between 1600mm and 2700mm a year. Precipitations occured all year round.
- The difference in agriculture products prices between the islands favorise the trade and specialisation of the agriculture on each island. With no trade barriers, this should benefit the consumers.
- The country has an operational agriculture strategy.
- We count between 40,000 and 50,000 farms: about 60% in Ngazidja, 35% in Ndzuwani, and 5% in Mwali.

■ Commercial Farming:

Commercial farming (vanilla, clove, ylang ulang) generates about 98% of the total value of the Comoros exports. Production is subject to fluctuation from year to year. It is dependent on production techniques as well as world prices. This has important repercussions on the export revenues, trade balances and producers incomes.

■ Market garden farming:

Market farm products were developed very quickly during the last few years and are almost exclusively sold to urban markets. This sector has benefited from the additional attention paid to production techniques since this sector provides significant income for the producers.

Données sectorielles (suite)

■ Le cas des cultures maraîchères

Photo Bara



Les cultures maraîchères dont la production s'est développée rapidement au cours des dernières années sont presque exclusivement vendues sur les marchés urbains. Ces cultures bénéficient d'une attention plus grande

sur le plan des techniques culturales car elles génèrent des revenus significatifs pour les producteurs.

■ Le cas des cultures vivrières

Les cultures vivrières (banane, manioc, taro, patate douce, maïs, pois cajan, coco, fruits, etc.) sont destinées essentiellement à l'auto-consommation.

■ Le cas de l'élevage

Il existe un embryon de secteur de l'élevage (bovins, caprins et volaille) qui est surtout développé à Mwali. L'élevage de la région de Nioumakélé sur l'île de Ndzuwani où l'amélioration génétique de la race locale bovine a permis d'augmenter la production laitière des vaches de 3 à 10 litres de lait par jour.

Les principales forces sont les suivantes :

- Les bonnes qualités génétiques des races locales
- Les conditions sanitaires relativement bonnes
- L'expertise des producteurs appréciable dans certaines régions.

■ Le cas de la pêche

La pêche côtière est une activité importante qui occupe 9000 pêcheurs et génère 32000 emplois indirects. Les dernières estimations de la Direction Générale de la pêche (2000) indiquent qu'entre 15 000 et 20 000 tonnes de poissons ont été capturées en 2000. Le secteur de la pêche figure pourtant parmi les secteurs prometteurs sur le plan économique et pourrait contribuer significativement à la réduction de la pauvreté. Les réserves de poissons sont estimées à 50 000 tonnes et seraient exploitées à 26% de leur potentiel. Les réserves non encore exploitées offrent un grand potentiel mais sont au large pour la plupart. Leur exploitation exige des bateaux plus gros et mieux équipés, des dispositifs de sécurité des pêcheurs en mer et des capacités de stockage et de transformation appropriées.

■ Le cas des infrastructures routières

La contribution des infrastructures routières à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté sont

indéniables, dans la mesure où elles contribuent à augmenter la circulation des biens et des personnes et à intensifier l'activité économique... Le réseau routier national est assez dense. Constitué de 553 km de routes bitumées et de 240 km de routes et pistes en terre, il couvre environ 80% du territoire national.

Situation générale du réseau routier des Comores

	Routes nationales		Routes régionales		Piste de désenclavement restant à réaliser	Total
	Bitumée	en terre	Bitumée	en terre		
Mwali	69.4	12.9	15.4	2.0	16.5	116.2
Ndzuwani	134.0	11.0	46.7	52.5	82.0	326.2
Ngazidja	212.4	0.0	76.6	131.5	130.0	550.5
Comores	415.8	23.9	138.7	186.0	228.5	992.9

En général toutes les régions sont désenclavés.

Le Tourisme

Le tourisme est l'une des potentialités économique des Comores, bien qu'il ne soit pas suffisamment exploité. Le pays dispose d'un patrimoine naturel considérable, méritant d'être exploité. Il est à la fois un jardin botanique et un aquarium tropical. Des nombreux sites d'intérêts touristique dont la plupart balnéaires, sont déjà identifiés dans les trois îles de la lune. Les Comores sont connus comme étant un sanctuaire de reptiles terrestres et d'oiseaux endémiques tels que les "TWICHERS". En ce qui concerne la faune terrestre on peut apprécier les roussettes de livingstone, les maquis et les globes mouches. Les espèces les plus remarquables sont les tortues de mer les dudongs et le Coelacanth. Celui-ci très rare dans les autres pays et demeure toujours un patrimoine comorien. Les Comores représentent une destination de choix à cause de leurs paysages, de leur climat de la qualité de la mer de la richesse, de la faune et de la faune tropicale et des fonds sous marins.

Les Comores disposent de 10 hôtels, 8 Motels et 9 pensions. Il se présente une large opportunité d'investir dans le domaine hôtelier. Chaque île présente des sites et des valeurs touristiques particulières.

Secteur de service

Pour le transport, des taxi affectés auprès des aéroports et des grands hôtels. Des sociétés privées offrent des services de location de véhicule. En ce qui concerne les assurances, il existe plusieurs sociétés privées en l'occurrence AL AMANA, ACC ASSURANCES MORONI et CTI ASSURANCES qui opèrent dans toutes les ILES. Pour ce qui est de la sécurité et du gardiennage, des sociétés spécialisées offrent leurs services aux sociétés comme aux particuliers. Il existe de cabinets d'études, de conseil, comptable ou d'avocat pour les services d'études et conseils. En outre, de nombreux établissements publics et privés dispensent des formations en matière de gestion, informatique etc...

Sectoral datas (suite)

■ Alimentation Farming

Alimentation farming (banana, manioc, taro, sweet potato, corn, pea, coco and fruit) is mainly for autoconsumption.

■ Breeding

There is a very small breeding sector (cattle, goats and poultry), more developed in Mwali. Breeding in the Nioumakele's region on Ndzuwani island, with the genetic improvement of the local race of cows, has seen an increase in milk production from 3 to 10 liters of milk a day.

Main strengths of the sector are as follow:

- Good genetic quality of the local breeds,
- good sanitary conditions and,
- producers significant knowledge in some regions.

■ Fishing Industry

Coastal fishing is an important activity which employs almost 9,000 fishermen and creates about 32,000 indirect jobs. According to the last estimates from the Fishing Ministry (Direction Generale de la Peche), between 15,000 and 20,000 tons of fish were caught in the year 2000.



Photo Bara

The fishing sector is one of the most promising of the economic future and could contribute significantly to the reduction of the poverty. Fish reserves are estimated at 50,000 tons. Only 26% of that estimate is exploited.

Non exploited fishing reserves offer a large potential but most of these reserves are in the open sea. Their exploitation would require larger, well equipped boats, security apparatus for the deep sea fishermen, as well as appropriate storage and transformation facilities.

■ Road Infrastructure

The role of the road infrastructure on the economic growth and the poverty reduction are undeniable in as much as they contribute to the increase in the traffic of goods and people and to the intensification of the economic activity.

The road network is fairly dense. Made up of 553km of asphalt roads and of 240km of unpaved roads and tracks, it covers about 80% of the national territory.

Tourism

Although tourism is not fully exploited, it remains one of the economic potentials of the Comoros. The country has a considerable natural heritage which needs to be exploited. It is both a botanical garden and a tropical aquarium. Many tourist sites, most of them are sea side ones, have already been identified on the three moon islands. The Comoros is known to be a sanctuary for habitat land reptiles and endemic birds such as "TWICHERS". Regarding the fauna, one can appreciate Livingston flying foxes, lemurs and globe flies. The most remarkable species are the sea turtles, the dudongs and the Coelacanth. The latter is very rare in other countries and therefore remains a comorian heritage.



Photo Bara



Photo Bara

The Comoros is a favourite destination for tourists thanks to its sceneries, climate, quality of the sea and namely its riches such as fauna, tropical flora as well as sea beds. There are 10 hotels, 8 motels and 9 guesthouses in the Comoros. There are great investment opportunities in the hotel sector, especially as each island has specific sites and tourists values.

Service sector

Regarding the transport sector, cabs are available at the airports and big hotels. Private companies offer vehicles rent services. As far as insurance is concerned, there are several private companies such as AL AMANA, ACC, and CTI insurances operating in all the islands. Concerning security and guarding, specialised companies offer services to companies and to individuals. Studies, consulting firms, accounting and attorney offices are also available in the country. Furthermore, a number of public and private schools ensure management and computer training, etc in the Comoros.



Photo Bara

La promotion des investissements

Les échanges extérieurs

Le commerce extérieur comorien est caractérisé par une balance commerciale déficitaire. Cette tendance est inversée depuis 1999 (taux de couverture passant de 8,57% en 1998 à 10,64% en 1999, et à 20,06% en 2000). Les autorités ont opéré une orientation stratégique vers les secteurs du tourisme, de la pêche, de l'agro-alimentaire pour attirer les investissements directs étrangers. Ils ont proposé en plus des avantages prévus pour tout investisseur éventuel, d'autres avantages pour ces secteurs stratégiques.

Investir aux Comores

Les Comores proposent, à partir du code des investissements, des avantages pour tout investisseur remplissant les conditions suivantes :

- Avoir un capital de 10 millions de francs comoriens au minimum, soit à peu près 20600 Euro.
- Créer 5 emplois au minimum.

■ Ces avantages sont :

- Exonération de l'impôt sur les bénéfices ou la taxe professionnelle unique pour les cinq premiers exercices.
- Exonération des droits de mutations sur les acquisitions de terrains ou de bâtiments nécessaires à la réalisation des investissements projetés.
- Exonération de la taxe sur le chiffre d'Affaires et la taxe de consommation sur les matériaux de construction et de l'équipement.
- Exonération pendant 5 ans de la taxe de consommation pour les importations des matières premières.

■ La sécurité des investisseurs est également assurée, il est prévu dans la loi.

■ Dans cette même optique, les autorités envisagent de proposer un nouveau code des investissements qui accordera des avantages additionnels aux promoteurs des secteurs stratégiques. Ces propositions sont de nature à porter la durée des exonérations de 5 ans à 10 ans, ramener le régime de l'impôt sur les bénéfices des activités portées vers l'exportation, au taux maximum de 10% après la deuxième année d'exonération. Ce projet d'amendement propose la signature d'un pacte pour l'emploi avec les promoteurs agréés et régime d'imposition spécifique (10%) pour les entreprises dont au moins 10% de la production couvre une consommation locale et/ou une substitution d'importation au terme de la période d'agrément de 10 ans.

■ Ce projet attend l'adoption par l'Assemblée de l'Union.

■ La fin de la crise politique et institutionnelle a créé une situation attrayant pour les investisseurs et d'énormes

potentiels à exploiter surtout dans le domaine du tourisme.

Système financier

■ Le système monétaire Comorien est libre et il n'y a aucune restriction à l'entrée de nouvelles banques. la loi bancaire n°- 80- 07 du 26/06/1980 l'a très bien précisé.

■ Vu l'absence de conditions de concurrence parfaite, du fait de l'existence d'une seule banque commerciale et d'une seule Banque de développement, les autorités interviennent dans la fixation des conditions maximales des opérations de banques et laissent à celles-ci la liberté de déterminer leurs marges à l'intérieur de ces limites. En conséquence le taux d'intérêt est fixé par arrêté du Ministre des Finances.

■ La structure du système bancaire comorien est constitué de trois banques de nature différente : la Banque Centrale, la Banque Commerciale (BIC) et la Banque de Développement, d'une Caisse d'Epargne Postale (CNE) et de deux réseaux de caisses mutualistes décentralisées (SANDUK et MECK).

■ La Banque Centrale des Comores applique un système de réserve obligatoire (30% des dépôts) et un système de surveillance des banques (normes prudentielles).

■ Le franc comorien est librement convertible, et il n'y a pas de restriction sur les transactions en devises au titre du compte courant ou du compte en capital : 1 Euro = 491.96775 KMF.

■ Les Comores aspire se joindre au réseau SWIFT en faisant recours à la chambre de compensation.

■ Il est permis d'ouvrir un compte en devises, aux Comores.

■ Il existe aux Comores un système rapide de transfert d'argent (WESTERN UNION).



Photo Bara



Photo Bara

The promotion of investments



Foreign exchanges

The comorian foreign trade is characterized by a balance of trade in deficit. This trend has changed since 1999 (the coverage rate increased from 8.5% in 1998 to 10.64% in 1999, and to 20.06% in 2002).

The authorities have directed their strategic policy towards tourism, fishing and the farm-produce industry, in order to attract foreign direct investments. Further to the benefits granted to a potential investor, other benefits can apply to those strategic sectors.

Investing in the comoros

- The Comoros offers benefits to any investor, through the Investment Code, if they meet the following requirements:

- To have a minimum capital of 10 millions cf that is to say nearly 135.000ff
- to create at least five jobs

■ The benefits are the followings:

- Tax exemption on profits or on the unique local tax on business for the first 5 fiscal years;
- Tax exemption on transfer taxes regarding the purchase of land or buildings necessary for the realisation of the planned investments;
- Tax exemption on turnover and the tax consumption on the building material and equipment;
- 5 years exemption of the tax consumption tax, on the import of raw materials
- The security of the investments is also ensured by the law .

- For the same end, the authorities are planning to work out a new Investment Code which will offer additional benefits to those who invest in strategic sectors. Those proposals aim at extending the period of exemption from 5 to 10 years, and bring the tax on the profits for the exports-related activities to a maximum rate of 10%, following the second year of exemption.

- That amendment draft provides for the signing of an employment pact with registered investors, and a specific 10% tax regime for enterprises whose local production covers at least 10% of the local consumption, and/or replaces imports at the end of the 10 years approval.

- This project is yet to be adopted by the Assembly of

the Union

- The end of the political and institutional crises has created a favourable situation for investors and enormous potentials to be exploited especially in the field of tourism.

Financial system

- The Comoros enjoys a free monetary system. There is no objection as for the opening of new banks. This is well specified by Bank law N° 80-07 of 26/06/1980.

- The lack of perfect competition due to the availability of only one commercial bank and one Development Bank. The authorities intervene in setting the maximal conditions regarding bank operations and allow the banks the

freedom to define their margins within these limits. Consequently, the interest rate is set by an order from the Ministry of Finance.

Photo Bara



- The structure of the Comorian banking system consists of three different kind of banks :

- The Central Bank, the Commercial

Bank (BIC) and the Bank of Development

- The Post Office Saving Organ (CNE) and
- Two decentralised mutual offices (SANDUK, MECK)

- The Comorian Central Bank applies a compulsory reserves system (30% of the deposits) and a Bank Monitoring System (prudential standards).

- The Comorian franc can be freely converted, and there is no obligation on the currencies as for the current or capital account: 1 Euro = 491.96775 KMF.

The Comoros are aspiring to be a member of the SWIFT network by resorting to the Clearing House.

- It is allowed to open a Currency account in the Comoros.

- A fast money transfer system (Western Union) is available in the Comoros.

La promotion des investissements (suite)

■ Les autorités politiques encouragent l'installation de nouvelles banques spécialisées, industrielles, agricoles... etc.

L'entrée aux comores et le séjour des étrangers

Photo Bara



Toutes les conditions d'entrée et de séjour des étrangers sont régies par la loi 88-025. Cette loi a reparti le visa en plusieurs catégories :

■ Le visa de transit

: Il est délivré pour une période allant de 24h à 72h. Ce visa est gratuit.

■ **Le visa touristique** : Il s'obtient pour une période de 5 jours à 45 jours, renouvelable. Ses droits sont :

- 1 semaine 3 000 FC
- 2 semaines 6 000 FC
- Plus de 25 jours

Jusqu'à 45 jours 10 000FC

Ce visa est motivé par la présentation par le demandeur, d'un passe-port valide et d'un billet aller retour.

Il s'obtient à l'aéroport et peut être également délivré à l'étranger dans certains pays

■ **Un visa de circulation** (visa d'entrée et sortie multiple) est délivré pour les investisseurs pour leur permettre de circuler sans demander à chaque fois des visas d'entrée et de sortie.

■ **Un visa de court séjour** peut également être obtenu pour une période allant de 45 jours à 3 mois renouvelable. Son droit de est de 15 000 FC.

■ **Un visa de long séjour** est également délivré pour les travailleurs qui présentent un contrat de travail. Son droit est de : 30 000 FC. Il est délivré pour une période de 1 an renouvelable.

■ Les investisseurs peuvent obtenir **une carte de résident** après présentation de :

- Statut de l'Entreprise
- Immatriculation au registre du commerce
- L'agrément auprès du Ministère de l'Economie.

Droit d'obtention de cette carte est de : 60.000 FC. Elle est valable pour 10 ans.

Système foncier

■ L'acquisition de biens immobiliers (terrains ou bâtiments) est autorisée aux étrangers. Pour les terrains privés, les contrats de vente se font entre les proprié-

res et les acheteurs. Pour les terrains domaniaux, on applique les mêmes conditions pour les nationaux et les étrangers (voir texte).

Main d'oeuvre et lois sociales

■ La gestion du personnel pour une entreprise installée aux Comores, reste à l'appréciation de l'employeur.

■ Le contrat de travail doit contenir le nom de l'entreprise, le nom du travailleur (adresse complète, le type du contrat (durée déterminée), la fonction qu'aura à exercer le travailleur, le salaire, les heures de travail, les jours de repos et les congés.

■ Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) proposé par l'inspection du travail est de : 37.000 FC soit l'équivalent de 74\$ USD (cette proposition doit être approuvée par l'assemblée de l'Union).

■ Chaque travailleur doit être affilié à la caisse nationale de prévoyance sociale (pour les accidents de travail et maladies professionnelles).

■ Les femmes travailleurs ont droit à 14 semaines de repos maternité à la charge de l'employeur.

Système douanier

Photo Bara



■ L'union des Comores applique le système Douanier Automatisé et EUROTRACE. Il utilise également le système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH96).

Les barrières non tarifaires n'existent plus (contingentement, prohibitions, licence d'importation ou d'exportation, contrôle de change, système de quota). Cependant pour de raisons de statistiques une fiche statistique est demandée par le Ministère de l'Economie. Une carte professionnelle est obligatoire réservé aux importateurs et exportateurs.

■ Il y a inspection avant embarquement (par la société COTECNA).

■ Les produits exportés sont soumis à une déclaration en douane.

■ Les taxes à l'exportation n'existent plus, sauf pour la vanille.

■ Le système tarifaire douanier comporte trois taux (20%, 30% et 40%). Ce pendant une réduction de 80% sur les produits originaires de la COI est en

The promotion of investments (suite)

- The Comorian authorities encourage the setting-up of specialised new banks (industrial, agricultural, etc.)

Entry and stay in the comoros

The law 88-025 governs the entry and stay conditions in the Comoros. There are three kinds of visas under this law:

- **Transit visa:** it is issued for a period of 24 to 72 hours, it is free of charges.

- **Tourists visa:** issued for 5 to 45 days, it can be extended. The fees are as follows:

- 1 week: 3.000 cf
- 2 weeks: 6.000 cf
- up to 25 till 45 days: 10.000 cf

The issuing of such a visa requires the presentation by the applicant, of a valid passport and a return ticket. The visa is issued at the airport and can also be obtained abroad.

- **A multiple entries visa** is issued to investors to allow them to move freely in the country without having to apply for a visa everytime.

- **A short stay visa** can also be obtained for a period of 45 days to 3 months. It can be extended, and the fees are : 15.000 cf.

- **A long stay visa:** it can also be issued to workers with a working contract. The fees are: 30.000cf. It is valid for one year and can be extended.

- **Investors can obtain a resident permit**, upon presentation of the following documents:

- the statute of the enterprise
- the registration to the Trade Register
- the approval of the Ministry of Economy

The fees for this card are: 60.000cf. It is valid for 10 years.

Land allocation system

- Foreigners are allowed to purchase real estate (pieces of land or buildings). Regarding private lands, the selling contract is concluded between the owners and the buyers. For the state-owned land, the same conditions apply to foreigners and to local people (see text).

Labour and social laws

- The management of the staff of an enterprise based in the Comoros, lies within the responsibility of the

employer.



Photo Bara

- The working contract should contain the name of the enterprise, the name of the worker (full address, type of contract, period of the contract, the responsibility of the worker, the salary, the working hours, the days off and the leaves.

- 37.000 cf, the equivalent of \$74 US is the minimum guaranteed wage (SMIG) proposed by the working inspection (this proposal should be passed by the Assembly).

- Every worker should be a member of the national health insurance (to be insured for accidents and professional diseases).

- Women workers benefit from 14 weeks off , to be paid by the employer.

Customs system

The Union of the Comoros applies the Automated Customs System and EUROTRACE. It also applies the harmonised system for the designation and codification of commodities (SH96). Non tariff barriers are no longer available (quota systems, prohibitions, imports or export licences and exchange control).

However for statistics reasons, a statistics sheet is required by the Ministry of Economy. A professional card is compulsory for importers and exporters only.

- Goods are inspected by COTECNA before being loaded;

- The exported products are subject to a customs declaration;

- No more taxes are levied on exports except for vanilla;

- There are three rates for the Customs Tariff System (20%, 30% and 40%) However, an 80% reduction on products imported from the IOC countries is on the point of being applied. The same reform will be applied to goods from COMESA Member States. The Comorian Technical Working Group (GTT) is leading negotiations with the competent authorities to expedite its implementation.

La promotion des investissements (suite)



instance d'application. Cette réforme est également prévue pour les marchandises originaires des pays membres du COMESA. Le Groupe Technique de Travail (GTT) Comorien est entrain de négocier avec les autorités compétentes pour l'accélération de sa mise en application.

Droit des sociétés

■ Les Comores étant membre de l'organisation pour l'harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA) sont soumises aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du groupement d'intérêt économique.

■ L'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier est soumise au paiement d'un droit d'enregistrement de 7.500 FC, soit environ 15 Euro. Pour l'exportation d'un Fonds de Commerce, les droits d'enregistrements sont calculés respectivement, selon le mode de calcul suivant : 10% du prix d'acquisition et 3% du prix du loyer.

■ Les sociétés Commerciales peuvent se créer sous les formes suivantes : Société commerciale dénommée "associé unique", les sociétés en non collectif, les société en commandite simple, les sociétés à responsabilités limitée et les sociétés anonymes.

■ Toute personne physique ou morale peut être associée dans une société commerciale lorsqu'elle ne fait l'objet d'aucune interdiction, incapacité ou incompatibilité avec le droit commerciale général .

■ Le capital social minimum est de 750 000 FC, soit environ 1 524 Euros pour la SARL et 7 500 000 FC pour la S.A.

■ Le nombre minimum, d'associés est fixé à une personne pour la SARL et la S.A.

■ Aux Comores il existe deux types de SARL :

- La SARL classique, (5 personnes au plus)
- et la SARL à Associé Unique.

La garantie des investissements

■ N'ayant pas les moyens d'adhérer à la convention portant création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (La MIGA), l'union des Comores a souligné dans son code des investissements, que la sécurité des investissements est assurée.

■ L'Article 16 (titre VI du code) stipule "l'état ne peut

exproprier un investissement privé ou s'en approprier autrement la totalité ou une partie, ou prendre des mesures ayant le même effet, que pour des raisons d'utilité publique, indépendantes de la nationalité de l'investisseur. En pareil cas, l'expropriation doit s'effectuer conformément aux procédures en vigueur et moyennant une indemnisation préalable et appropriée".

■ Les Comores ont souscrit aux dispositions de l'article VIII des statuts du FMI garantissant la libre circulation des transferts courants.

■ Pour les différends commerciaux, la loi prévoit la procédure d'arbitrage.

■ Pour garantir l'impartialité juridique l'OHADA auquel les Comores sont membres, s'est doté d'un cour de commune de justice et d'arbitrage. Celle-ci permet aux investisseurs d'y avoir recours au cas où ils ne seraient satisfaits des décisions des juridictions nationales rendues en dernier ressort.

La fiscalité

■ Plusieurs avantages fiscaux sont accordées au titre du code des investissements durant les 5 premiers année, de création d'Entreprise.



Photo Bara

■ L'investisseur ayant un capital de 10 millions de francs comoriens et créant au minimum cinq emplois est exonéré de l'impôt sur les bénéfices ou de la taxe professionnelle unique, des droits d'enregistrements et des timbres, des droits de mutations sur l'acquisition des terrains au de bâtiments nécessaires à la réalisation des investissements, de la taxe sur le chiffre d'affaire et de la taxe de consommation sur les matériaux de construction, des équipements et des matières premières.

■ Il est prévu d'autres avantages fiscaux pour les secteurs stratégiques tels que l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche, le tourisme, l'artisanat et le secteur tertiaire (Banque et Transport).

The promotion of **investments** (suite)

Companies rights

- As the Comoros is a member of the Organisation for the Harmonisation of Business Law in Africa (OHADA), it is subject to the provisions of OHADA Uniform Act regarding the rights of trading companies and the economic interest grouping.
- The registration to the Trading Register and the personal property credit is subject to the payment of the 7.500 cf of registration fees which is the equivalent of 15 euros. Regarding business operations, the registration fees are calculated respectively according to the following calculation mode: 10% of the purchase price and 3% of the rent price.
- The trading companies can take the form of: trading company referred as "unique partner", the general partnership companies, the Simple limited Partnership Companies (SLPC), the limited liability companies and the Limited companies (LC).
- Any physical or moral individual can be a partner of a trading company, if they are not subject to a ban, incapacity or incompatibility with general trading law.
- The minimum authorized capital should be 750.000cf, the equivalent of 1.524 euros for SLPC and 7.500.000cf for Limited Companies.
- 1 person should be the minimum number of partners for a SLPC and for an Limited Company.
- There are two kinds of SLPC in the Comoros:
 - Classical SLPC (5 people maximum)
 - Unique Partner SLPC.

Investments guarantee

As the Comoros cannot afford to be a member of the Convention on the establishment of the multilateral and Investments Guarantee Agency (MIGA), it has specified

in its Investment Code that the security of investments is guaranteed.

- Article 16 (Title VI of the Code) stipulates that " the State cannot expropriate a private investment or appropriate the totality or part of it, or take measures for the same effect, unless for state-approved reasons regardless of the nationality of the investor. In such a case, the expropriation should be done in accordance with the procedures in force and in return for a prior and appropriate compensation".
- The Comoros has subscribed to the provisions of Article VIII of the IMF statutes ensuring the free movement of current transfers.
- The law provides for arbitration procedures in case of trading conflicts.
- In order to ensure legal impartiality, the OHADA which the Comoros is a member, has endowed itself with a justice arbitration Court. It allows investors to resort to it in case they are not satisfied with the decisions taken by national jurisdictions ruled as a last resort.

Tax system

- Many tax benefits are granted through the investments Code, for the first 5 years of the setting up of the enterprise.
- The investor with a 10 millions cf capital and who has created at least 5 jobs is exempt of the tax on benefits or on the unique professional tax, on the registration fees and stamps, on the transfer tax on the purchase of pieces of lands or buildings necessary for the realisation of the investments, the tax on turnover and the consumption tax on the building materials, equipments and raw materials.
- Other tax benefits are planned for those who will invest on strategic sectors such us agriculture and farm-produce industry, fishing, tourism and the tertiary sector (Bank and transport).



Partenariats et institutions

Les bailleurs de fonds

■ Les bailleurs de fonds pour les projets de développement aux Comores sont :

La Banque Mondiale, le FMI, l'Union Européenne, la Banque Arabe pour le développement en Afrique (BADEA), le Fonds Koweïtien, le Fonds d'Abudhabi, le Fonds Saoudien, l'AFD, la BEI et la Banque Africaine de Développement (BAD).

■ **Le Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC)** qui est un Fonds Social mis en place par le Gouvernement Comorien avec l'appui de la Banque Mondiale, fonctionne comme un organisme d'intérêt public.

■ Il aide à mettre à la disposition des investisseurs un climat propice aux affaires en mettant en place les infrastructures sociales nécessaires (école, poste de santé, adduction d'eau), des infrastructures productrices (entrepôts, marché, etc ...) et des infrastructures pour la protection de l'environnement.

■ Les Comores sont membre de l'organisation internationale de la francophonie.

■ Elles sont également membre du groupe ACP-CE signataire des conventions de Lomé et l'Accord de Cotonou.

Institutions

■ Les principales structures du privé comorien sont :



Photo Bara

• **L'Union des Chambres de Commerce de l'Industrie et d'Agriculture (UCCIA)** regroupe trois chambres régionales ; une chambre de commerce à Anjouan, une à Mohéli et une à Moroni. Elle est créée en 1948 pour assurer la formation, la promotion, l'information et l'appui (conseil et accompagnement) aux promoteurs. Elle est également chargée de la gestion des terre-pleins et des magasins portuaires. L'UCCIA a signé des accords de coopération avec la CCI de Sharja. Elle y possède une représentation commerciale au service des investisseurs. Elle est également en

contact permanent avec la chambre de commerce franco-arabe. Elle travaille avec les autres chambres consulaires de la région et la sous-région dans le domaine de l'information commerciale, de la formation et de toute initiative liée à l'investissement.

• **L'Organisation Patronale des Comores (OPACO)** créée en février 1991 par un groupe d'opérateurs économiques. Son objectif est d'établir et maintenir une liaison et une coordination permanente entre les Entreprises membres de cette organisation dans le but de promouvoir le secteur privé.

• **Le Syndicat National des Commerçants (SYNACO)** créée en 1994 pour sauvegarder les intérêts des petits commerçant dans l'exercice de leurs fonctions.

• **Le Syndicat National des Agriculteurs (SNAC)** régi par la loi 1901 œuvre pour :

- défendre des intérêts et des droits des paysans
- la protection de l'environnement et de la forêt
- la formation et l'outillage conforme aux techniques modernes. Pour résoudre des nombreux problèmes pour les producteurs, à savoir :

- problème d'écoulement des produits agricoles
- problème d'approvisionnement en intrants agricoles
- problème d'intensification agricole pour un meilleur revenu
- problème des crédits agricoles et du financement des investissements ;

Il est crée plusieurs associations agricoles spécialisées par filière.

Exemple :

• **SNAC/FM** pour le développement du maraîchage pour la commercialisation des légumes.

• **ASAVIC** pour le développement de la filière agricole et la commercialisation des œufs poulets de chair.

• **VOUNA DJEME** pour les bananes, le cocos, tarots, manioc, etc.

• **APGDM** pour les filières de rentes : girofle, café, transformation du café en café torréfié.

• **NEEMA** pour le développement de la filière lait.

• **L'Association des Touristes Comoriens** créée en 2001 dont l'objectif est de promouvoir l'activité touristique aux Comores.

• **L'Association des Femmes d'affaires Comoriennes (AFAC)** qui cherche à prouver que le développement économique des Comores passera nécessairement par une contribution accrue des femmes dans le développement.

Partnerships and institutions

Donors

The donors for development projects in the Comoros are: the World Bank, the IMF, the European Union, the Arab Bank for Development in Africa (BADEA), the Kwaiti Fund, the Abu Dhabi Fund, the Saudi Fund, the French Development Agency (AFD) and the BEI.

The Support Fund for Community Development (FADC) which is a social fund set up by the Government with the support of the World Bank, acts like a public interest organism. It helps in creating, for investors, a favourable climate for business by setting up the necessary social infrastructures (schools, health centres, water supply), productive infrastructures (warehouses, markets, etc...) and infrastructures necessary for the protection of the environment.

■ The Comoros is a member of the Organisation Internationale de la Francophonie. It is also a member of the ACP-EC group. It has signed the Lomé IV Convention and the Cotonou Agreement.

Institutions

■ The main structures of the comorian private sector are the followings:

- **The Union of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture (UCCIA)**, unites three regional chambers, the Chambers of Commerce of Anjouan, Moheli and Moroni.

- **The Association of the Comorian Employers (OPACO)** set up on February 1991 by a group of economic traders. It aims at establishing and maintaining linkages and a permanent coordination between its member enterprises, in order to promote the private sector.

- **The national traders Union (SYNACO)** set up in 1994 and governed by the 1901 law aims at:

- defending the interests and the rights of the peasants;
- protecting the environment and the forests;
- training and funding the appropriate tools adapted to modern techniques, in view of solving the numerous problems faced by producers, namely:

- the selling of products;
- the supply of agricultural seeds;
- the intensification of agriculture to improve revenues;
- the funding of agricultural credits and investments.

It has been created many farmers associations specialised in different fields, eg:

- **SNAC/FM** dealing with the promotion and the selling of vegetable crops;

- **ASAVIC**, specialised in promoting the agricultural sector and in the selling of eggs and flesh chickens;

- **VOUNA DJEME** specialised in the production of bananas, coconuts, cassavas, etc

- **APGDM** specialised in cash crops: cloves, the processing of coffee into malted coffee.

- **NEEMA** for the promotion of the milk sector

- **An association of the comorian tourists** was set up in 2001. It aims at promoting tourist activities in the Comoros.

- **The association of Comorian Business Women (AFAC)** which seeks at showing that the economic development of the Comoros cannot be achieved without the increased contribution of the comorian women.

- **The Association for the Promotion of the Private Sector (APSP)** was set up in 1995, its mission is to help create enterprises, to provide assistance to enterprises in difficulties, to help entrepreneurs identify training programmes which meet their needs and provide legal assistance to them. Its administrative centre helps enterprises in conceiving and elaborating documents. This centre also helps investors carry out administrative formalities and establish promoters.

- **The Technical Working Group (GTT)** is the structure in charge of Regional Integration. It is the only structure which ensures dialogue between the private/public sectors through a large representation of the private sector and representatives of the public sector.

- In order to ensure the smooth management of the public affairs, the comorian State has initiated a privatisation process of the 4 important State-owned companies:



Photo Bara

- **the Comorian Hydrocarbures Company (SCH)**,
- **the Post and Telecommunications National Company (SNPT)**,
- **the Comorian Port and Shipping Transport Company (SOCOPOTRAM)** and **the Comorian Water and Electricity Company (EEDC)**.

- Only **SOCOPOTRAM** has been privatised to date.

- **COMACO**, a French company is dealing with handling.

Partenariats et institutions (suite)

• **L'Association pour la Promotion du Secteur Privé (APSP)** : créée en 1995, elle a pour mission d'aider à la création d'entreprise, d'assister les entreprises en difficulté, d'aider les entrepreneurs à identifier des programmes de formation répondant à leur besoins et de les assister juridiquement. Son centre de formalité des entreprises assiste les investisseurs dans la conception et l'élaboration des documents. Ce centre aide également les investisseurs à la accomplir les formalités administratives d'installation des promoteurs.

■ **Le Groupe Technique de Travail (GTT)** est la structure chargée de l'intégration régionale. Il reste le seul structure qui maintien le dialogue entre le secteur privé et le secteur public par une forte représentation du secteur privé dans cette structure et des représentants du secteur public.

■ Pour une bonne gestion des affaires publiques, l'Etat comorien a mis sur pied un processus de privatisation qui concerne quatre grandes sociétés d'Etat qui sont :

- **La Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH)**,
- **la Société Nationale des Postes et Télécommunications (SNPT)**,
- **la Société Comorienne des Ports et des Transports Maritimes (SOCOPO-TRAM)** et **l'Electricité et Eau des Comores (EEDC)**.

■ Seule la privatisation de la **SOCOPO-TRAM** est définitive.

■ **Le service de la manutention** est confié à la société française Mer Australe dénommée localement "COMACO".

Coûts des facteurs

Transports

■ Transports aérien

Frêt réseau régional* :

- **Afrique du Sud** :
 - Durban : 1470 FC, 1895 FC et 33200 FC/kg
 - Johannesburg : 1285 FC, 1710 FC et 33200 FC/kg
- **Maurice** : 800 FC, 1060 FC et 25400 FC/kg
- **Réunion** : 750 FC, 1010 FC et 25400 FC/kg
- **Madagascar** : 515 FC, 690 FC et 25400 FC/kg
- **Seychelles** : 1630 FC, 2170 FC et 25400 FC/kg
- **Kenya** : 845 FC, 1125 FC et 25400 FC/kg

Frêt réseau international* :

- **France** : 3550 FC, 4720 FC et 33200 FC/kg
- **Dubai** : 2765 FC, 3675 FC et 33200 FC/kg

■ Transports Maritime

Pour l'import* :

- **Maurice** : 2415 USD/container
- **Réunion** : 2496 USD/container
- **France** : 3000 USD/container
- **Madagascar** : 1000 USD/container
- **Les Emirats** : 3220 USD/container
- **Afrique du Sud** : 1200 USD/container (DURBAN)

Pour l'export* :

- **Europe** : 2400 USD
- **Singapour** : 1700 USD
- **Etats-Unis** : 2400 USD
- **Maurice** : 900 USD

* Bien entendu ces prix ne sont pas figés, ils varient selon les agences.

Structure tarifaire

■ Catégories des produits

Nous avons trois catégories de produits :

- Les produits de première nécessité à vocation sociale : 20% et d'autres produits à taxation spécifique.
- Les produits finis = 30% et 40%
- Les matières premières = 3%

■ **L'alcool et le tabac** sont des produits fortement taxés à 180%, 200% et 250%.

■ Evolution de la structure tarifaire

- Avant 1998, il y avait plusieurs taux.
- Depuis 1998, il y a 3 taux (20%, 30% et 40%)

■ Tarif le plus faible MFN est 20%

■ Tarif le plus élevé MFN est 40%

■ Tarif préférentiel est de 80% notifié à la COI sur les produits originaires de la COI mais non encore appliqué.

Impositions

■ Impôts sur les Bénéfices Divers (IBD) :

- 35% pour les Entreprises dont le Chiffre d'Affaire est supérieur à 500 millions.

Factors costs

Transport

■ Air transport:

Regional network Cargo*:

- **South Africa:**
 - Durban: 1470 CF, 1895 CF and 3320 CF/kg
 - Johannesburg: 1285 CF, 1710 CF and 3320 CF/kg
- **Mauritius:** 800 CF, 1060 CF and 25400CF/kg
- **Reunion:** 750 CF, 1010 CF and 25400 CF/kg
- **Madagascar:** 515 CF, 690 CF and 25400CF/kg
- **Seychelles:** 1630 CF, 2170 CF and 25400 CF/kg
- **Kenya:** 845 CF, 1125 CF and 25400 CF/kg

International network cargo*:

- **France:** 3550 CF, 4720 cf and 33200 CF/kg
- **Dubai:** 2765 CF, 3675 cf and 33200 CF/kg

■ Shipping transport:

For import*:

- **Mauritius:** 2415 USD/container
- **Reunion:** 2496 USD/container
- **France:** 3000 USD/container
- **Madagascar:** 1000 USD/container
- **Emirates:** 3220 USD/container
- **South Africa (Durban) :** 1200 USD/container.

For export*:

- **Europe:** 2400 USD
- **Singapore:** 1700 USD
- **United States:** 2400 USD
- **Mauritius:** 900 USD

*Obviously the given prices may vary according to the agencies.

Tariff structures

■ Product categories:

We have three categories of products:

- The social bare necessities (20%) and other products with a specific tax system.
- Finished products: 30% and 40%
- Raw materials: 3%

■ **The duties put on alcohol and tobacco** are very high, from 180%, 200% to 250%.

■ Evolution of the tariff structure:

- there were many rates before 1998
- three rates have been set up since 1998 (20%, 30% and 40%)
- The lowest MFN tariff is 40%
- The lowest MFN tariff is 40%
- 80% is the preferential tariff on the products from the IOC. It has been notified to this organisation, but it is not yet applicable.

Taxations

■ Taxes on Various Profits (IBD):

- 35% for enterprises the turnover of which exceeds 500 millions comorian francs
- 50% for those with a turnover exceeding 500 millions comorian francs
- This tax is not yet applicable to the enterprises with a turnover not exceeding 20 millions.

■ The Unique Local Tax on Business (TPU):

- This tax is applicable only to enterprises with a turnover below 20 millions
- It exempts from large types of taxes such as IBD, IGR and TC.
- The enterprises which realise a turnover not exceeding 20 millions are not involved by this tax
- The basis of the TPU is the paid trading dues
- Its amount increases according to the annual turnover.

■ General Income Tax (IGR):

- 0% for annual income below 150.000 CF
- 5 % for annual income between 150.000 CF and 500.000 CF
- 10% for annual income between 500.000 CF and 1.000.000 CF,
- 15% for annual income between 1.000.000 CF and 1.500.000 CF
- 20% for annual income between 1.500.000 CF and 2.500.000 CF
- 25% for annual income between 2.500.000 CF and 3.500.000 CF
- 30% for annual income between 3.500.000 CF and more.

Coûts des facteurs (suite)

- 50% pour celles qui réalisent un Chiffre d'Affaire dépassant 500 millions de francs comoriens.
- Ne sont pas concernés par cette taxe, les Entreprises réalisant un Chiffre d'Affaire inférieur à 20 millions.

■ La Taxe Professionnelle Unique (TPU) :

- Cette taxe est applicable uniquement aux Entreprises réalisant un Chiffre d'Affaire inférieur à 20 millions.
- Elle est libératoire des grands types d'impôts tels que l'IBD, l'IGR et la TC.
- La base de la TPU est le montant de la patente payée.
- Son montant est progressif suivant le Chiffre d'Affaire annuel.

■ Impôts Général sur le Revenu (IGR) :

- 0% pour les revenus annuels inférieurs à 150.000 FC
- Entre 150.000 FC et 500.000 FC, il est de 5%
- Entre 500.000 FC et 1.000.000 FC, il est de 10%
- Entre 1.000.000 FC et 1.500.000 FC, il est de 15%
- Entre 1.500.000 FC et 2.500.000 FC, il est de 20%
- Entre 2.500.000 FC et 3.500.000 FC, il est de 25%
- Entre 3.500.000 FC et plus, il est de 30%.

■ La Taxe sur la Consommation (T.C) : 10%

■ **La patente** : Elle est calculée suivant un droit fixe, un droit proportionnel et des centimes additionnels.

■ L'Impôt sur les Propriétés Bâties et Louées (IPBL)

:

- 20% pour les **immeubles d'habitation**
- 30% pour les **immeubles à usage Commercial**.

■ **Les droits d'enregistrements** : Ces droits peuvent être progressifs ou régressifs suivant la nature des actes de mutations qui y sont assujettis.

Taux d'intérêts

- **Prêts** entre 9% à 15%
- Pour les **dépôts** 3,5%

Loyers

■ **Le prix du terrain privé** dépend de la zone où il se trouve : 20USD/m² pour un terrain se trouvant sur la route et 10 USD/m² pour un lieu enclavé.

■ Location de maison :

150 USD à 400 USD pour deux pièces.

Tarifs hôteliers

- De 10 USD à 150 USD/nuit

Main d'oeuvre

■ Les salaires pratiqués sont* :

- **Cadre** : Supérieur à 100.000FC soit 215 USD/mois
- **Ouvrier et employé** : 35.000FC à 100.000 FC/mois Soit 75 USD à 215 USD.

* Ce qui est sur les textes est : 24 FC/heure.

Electricité

- **Partie fixe (mensuelle)** : varie de 1,2 USD à 100 USD selon que l'utilisateur est un commerçant, artisan, administration, domestique.
- **Le prix de l'électricité** est 120 FC soit 0,25 USD/kw et 125FC soit 0,32 USD/kw, selon la quantité consommée.

Eau

La grille tarifaire applicable aux différentes catégories de consommateurs d'eau et définie comme suit :

- Bornes fontaines : 215 FC soit 0,46 USD/m³
- Autre clients : 220 FC soit 0,47 USD/m³

Produits pétroliers

- **Gasoil** : 260 FC soit 0,55 USD/L
- **Essence** : 450 FC soit 0,96 USD/L
- **Pétrole lampant** : 125 FC soit 0,26 USD/L
- **Kérosène** : 203 FC soit 0,43 USD/L

Télécommunication

- **Abonnement** : 4.500 FC soit 9,66 USD pour le téléphone et 15.000 FC soit 32,20 USD pour l'Internet.
- **Tarif pour la COI** : 750 FC soit 1,6 USD /min
- Pour les pays du COMESA, la Société Nationale des Postes et Télécommunications est entrain d'étudier pour mettre place un tarif commun pour le COMESA tel que ça été fait pour la COI.

Taux de change (moyenne)

- 1 USD = 463 FC
- 1 Livre sterling = 740 FC
- 1 Franc suisse = 336 FC
- 1 Dollar canadien = 299 FC

Factors costs (suite)

■ **The Consumption tax (TC):** 10%

■ **The trade duties:**

They are calculated according to a fixed fee, a proportional fee and some additional cents.

■ **The tax on Built or Rent Properties (IPBL):**

- 20% for housing properties
- 30% for buildings used for trade purposes

■ **Registration fees:** these fees can increase or decrease according to the transfer acts, they are subject to.

Interests Rates

■ **The loans interest rates range** between 9% and 15%

■ They represent 3.5% for **deposits**

Rent

■ **The price of a private piece of land** depends on the area where it is located: \$20 US/square meter for a piece of land located opposite a road and \$10 US/square meter for an isolated piece of land.

■ **House rent :**

\$ 150 US to \$400 for a two rooms flat

Hotel Fares

■ From \$10 US to \$150 US per night.

Labour

■ **The salaries applied are as follows*:**

- **Executives:** above 100.000 cf the equivalent of \$215 US.
- **Worker and employee:** 35.000 cf to 100.000 cf per month, the equivalent of \$215 US.

*The texts provide for 24 cf per hour.

Electricity

■ **Fixed part (monthly):** it varies from \$1.2 US to \$100 US depending on the user whether a tradesman, an artisan, the administration or a servant.

■ **Electricity prices are as follows:** 120 CF = \$0.25 US /kw and 125 CF = \$0.32 US/kw, depending on the consummated quantity.

Water

■ **The tariff grid** applicable to the different categories of water consumers is as follows:

- **Fountains:** 215 CF the equivalent of \$0.55US/m³
- **Other clients:** 220 CF the equivalent of \$0.47US/m³

Oil products

- **Gasoil:** 260 CF the equivalent of \$0.55 US/p
- **Petrol:** 450 CF the equivalent of \$0.96 US/p
- **Paraffin oil:** 125 CF the equivalent of 0.26 US/p
- **Kerosene:** 203 CF the equivalent of \$0.43 US/p

Telecommunications

• Subscription = 4.500 CF the equivalent \$ 9.66 US for the telephone and 15.000 cf the equivalent of \$32.20 US for the Internet.

• **IOC Tariff:** 750 cf the equivalent of \$1.6 US /minute

• For COMESA countries, the SNPT is leading a study in view of setting up a common tariff for COMESA as it has been done for the IOC.

Exchange rates (average)

- \$ 1 US = 463 CF
- £ 1 = 740 CF
- 1 Swiss franc = 336 CF
- \$ 1 canadian = 299 CF

Adresses utiles

■ WWW.AGENDADESCOMORES.COM

Site Internet officiel des Comores

■ Ets SALIMAMOUD

Importation - Exportation Marchandises Générales

Téléphone : (269) - 73.23.94

Fax : (269) - 73.23.95

■ SCETA / SCPMC

Société de production, de matériaux & de construction

Téléphone : (269) - 73.14.18

Fax : (269) - 73.19.50

■ AGK

Commerce General, Import-Export et représentation

Téléphone : (269) - 73.69.08

Fax : (269) - 73.63.33

■ CVP BIOCUM

Société d'exportation de produits comoriens

Téléphone : (269) - 77.02.04

■ AGEKOM

Agence générale de commerce

Téléphone : (269) - 73.36.77

Fax : (269) - 73-36-58

■ Ets DINI CHARIF

Matériaux de construction, quicailerie, alimentation

Téléphone : (269) - 73.12.66

Fax : (269) - 73-06-50

■ SNPT

Société Nationale des Postes et Télécommunication

Téléphone : (269) - 73.13.25

Fax : (269) - 73.10.79

■ MA-MWE

Gestion de l'eau et de l'électricité aux Comores

Téléphone : (269) - 73.31.30

Fax : (269) - 73.23.59

■ APC

Autorité portuaire des Comores

Téléphone : (269) - 73.00.08

Fax : (269) - 73.32.53

■ PNAC

Pharmacie Nationale autonome des Comores

Téléphone : (269) - 73.12.64

Fax : (269) - 73.17.24

■ BANQUE CENTRALE

Téléphone : (269) - 73.10.02

Fax : (269) - 73.26.58

■ B.I.C-COMORES

Téléphone : (269) - 73.02.43

Fax : (269) - 73.12.29

■ YEMENIA Paris - Yemen Airways

Compagnie aérienne internationale

Téléphone : 01.42.56.06.00

Fax : 01.42.89.80.25

Comores : (269) - 73.14.00

■ SUDAN AIRWAYS

Compagnie aérienne

Téléphone : (269) - 73.23.10

Fax : (269) - 73.33.10

■ MATEMBEZI Travel & Tourism

Tour operator & travel agent

Téléphone : (269) - 73.03.70

Fax : (269) - 73.04.22

■ COMORES AVIATION

Compagnie Comorienne de transport aérien

Téléphone : (269) - 73.34.00

Fax : (269) - 73.34.01

■ Hôtel LE MORONI ***NN

Téléphone : (269) - 73.52.42

■ Hôtel ITSANDRA ***NN

Téléphone : (269) - 73.23.22

■ Hôtel KARTHALA

Téléphone : (269) - 73.00.57

■ CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Téléphone : (269) - 73.

■ COMPLEXE NASSIB

Pâtisserie, Fast Food & restaurant

Téléphone : (269) - 73.22.09

Fax : (269) - 73-22-12

■ 7 à 8 ALIMENTATION A GOGO

Alimentation Générale et droguerie

Téléphone/Fax : (269) - 73.18.36

■ ETABLISSEMENT SOILHA FAS DISTRIBUTION

habillement, chaussures et produits de beauté

Téléphone : (269) - 73.33.81

Fax : (269) - 73.19.50

■ C.CVET

habillement, spécialités du style africain

Téléphone/Fax : (269) - 73.52.98

■ CITIZEN'S Coiffure

Article de cadeaux, prêt à porter hommes, femmes, produits cosmétiques et cours d'esthétique

Téléphone : (269) - 73.26.58

Fax : (269) - 73.26.58

Remerciements



Mme MARIAMA ABDOU
.....

La Présidente du Groupe Technique de Travail (GTT ou TWG) du Forum pour la Facilitation de l'intégration régionale (FFIR ou RIFF) remercie tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce document.

The President of the Technical Group of Work (GTT or TWG), Meeting for the Facilitation of the Regional Integration (FFIR or RIFF) thanks all those that contributed to the realization of this document.

En l'occurrence :

- Mme DELAPEYRE Salimata, *Directrice des Affaires Economiques*
- M. Mmadi Moindjié, *specialiste en macro-economie (Direction des Douanes)*.
- M. Youssoufa Oumara, *chef de surveillance du territoire*.
- Melle Nakchamy, *traductrice*.
- M. Said Ali Said Athoumane, *Directeur commercial MWAMWE*.
- M. Ali Soulé Mhadjiri, *chef de gestion au centre de la fiscalité des entreprises (Direction des impôts)*.
- La direction Générale de la SNPT.
- Et tous les membres du GTT qui ont participé à la réalisation de ce guide.

En l'occurrence :

- Ms DELAPEYRE Salimata, *Economical Matters' Director*
- MR. Mmadi Moindjié, *specialist in macro-economics (Customs' Direction)*
- MR. Youssoufa Oumara, *supervision boss of the territory*
- Melle Nakchamy, *translator*
- MR. Said Ali Said Athoumane, *commercial Director MWAMWE*.
- MR. Ali Soulé Mhadjiri, *management boss to the fiscal matters' center of the businesses (Taxation's Direction)*.
- The General direction of the SNPT.
- And all the members of the GTT who participated in the realization of this guide.

